

Instructions pour le Président de la République

Monsieur le Président,

permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre élection. Je suis citoyen et contribuable. Vous accédez, pour sept ans, à l'honneur d'être l'employé de tous, le mien en particulier. Je souhaite donc, en tant qu'employeur, vous donner dès maintenant quelques instructions sur la manière dont j'attends que vous vous acquittiez de votre tâche.

La représentation que le suffrage vous a confiée ne vous place pas au dessus des français, mais au milieu d'eux. Elle vous donne le droit de manier quelques leviers de commande, mais à leur service exclusivement, et ceci sans discrimination. Plus précisément, étant l'émanation de tous les citoyens, votre fonction ne vous autorise pas à favoriser telle ou telle catégorie, ni même à "récompenser" ceux qui ont aidé votre élection. A l'inverse, elle vous fait un devoir de porter assistance à ceux que le destin a injustement frappés.

Une France qui tolère, comme actuellement, que la main invisible du marché jette à la rue des centaines de milliers de personnes, s'exclut progressivement de l'Histoire des sociétés civilisées. En laissant s'opérer des ruptures dans les conditions de vie, les niveaux d'instruction et les possibilités d'intégration, elle renonce à son identité profonde, qui est de donner sa chance à chacun, quelles que soient ses origines. En tant que garant de l'Unité, vous aurez donc à résoudre d'abord le problème de l'exclusion.

Je sais que ce n'est pas facile. Les autres pays souffrent du même mal. Aucun ne semble en mesure d'y remédier. Faute de projet généreux et constructif, la demande et l'offre s'affaiblissent mutuellement et le manque de moyens général décourage même les plus entreprenants. Au delà des particularités locales, il s'agit d'une erreur de conception du système économique mondial. La planète ne demanderait qu'à être aménagée. Des centaines de millions de chômeurs ne demanderaient qu'à travailler à cet aménagement.

Vous aurez donc à faire entendre la voix de la France, qui est celle de la Raison, dans un monde qui ne veut pas voir sa propre déraison en face. Je n'attends de vous, à ce sujet, aucune complaisance vis à vis des conformismes internationaux, qui aboutissent à bafouer ce qui nous est le plus cher, à savoir les droits de l'Homme. Le premier des droits n'est-il pas en effet de pouvoir survivre dans la dignité ? Les puissants de l'économie mondiale, ivres de signes monétaires, ont oublié jusqu'à leur raison d'être : servir la création des vraies richesses, celles de la vie de tous les jours.

A cet égard, vous aurez à lutter contre un préjugé tenace, présent à la fois chez les pauvres et chez les riches, qui a hélas survécu à la chute du communisme : celui que l'enrichissement des uns se ferait nécessairement au détriment des autres, car il procéderait en dernier ressort d'une exploitation du peuple par les dirigeants. Sans doute, l'Economie, comme la Nature, a ses prédateurs. Mais la véritable création de richesse n'est pas, comme on voudrait le faire croire, le fruit de la concentration du pouvoir financier entre leurs mains cupides.

Bien au contraire, aucune économie ne peut fonctionner si le pouvoir d'achat et le patrimoine sont trop concentrés entre les mains de quelques privilégiés car, ceux-ci ayant nécessairement des besoins limités et trop peu de temps pour faire de bons choix, stérilisent ce qu'ils possèdent. Tandis que, si ces moyens sont au contraire bien répartis dans toute la population, une demande solvable correspondant aux besoins de tous

alimente les circuits économiques et les producteurs peuvent prospérer. Henry Ford appliquait déjà cette idée dans ses usines. Il la résumait ainsi : "je paye bien mes ouvriers pour qu'ils puissent s'acheter des autos Ford". Un peu d'inégalité stimule. Trop stérilise.

Il faut aujourd'hui pousser le raisonnement plus loin. Depuis deux siècles, l'innovation et la prospérité économique, sa fille, sont apparues dans les régions du monde où les droits de l'Homme étaient, même approximativement, respectés. C'est bien compréhensible. L'innovateur dérange. Il ose faire mieux et moins cher que ceux qui dominent le marché. Dès lors, tout est mis en oeuvre par les puissants pour l'empêcher de réussir. Sans protection, c'est à dire sans une justice solide et indépendante, il est tué dans l'oeuf. Or, si l'innovation est étouffée, il n'y a plus de progrès technique ni, à terme, de santé économique.

De nos jours, et plus encore à l'avenir, le maillage des communications favorise les petites unités. Depuis une vingtaine d'années, les grandes entreprises se délestent de leur personnel excédentaire. Les embauches viennent surtout des petites, même si, par habitude ou par conformisme, on fait comme si les emplois étaient toujours créés par les grandes. Partout, on manque d'employeurs plus que d'employés. Vous aurez donc à faire former des innovateurs et des créateurs d'entreprises par centaines de milliers.

Nous avons environ un employeur pour cinq actifs. En quelques années nous passerons à un pour quatre, soit un million d'employeurs de plus. Il faut donc enseigner la création d'entreprise dans le secondaire et aussi leur faciliter la tâche par la suite. L'accès aux infrastructures techniques dont ils ont besoin, telles que les moyens d'essai, de mesure, les recherches, la normalisation sont actuellement tout à fait insuffisants, alors que leur temps est mobilisé par des formalités juridiques ou fiscales faites par des bureaucraties pour des bureaucraties, sans rapport avec la réalité de leur métier.

A titre d'illustration, si vous constatez la survivance d'un impôt anti-économique aux effets pervers (le droit d'enregistrement, voire l'impôt sur les bénéfiques), ne le diminuez pas, supprimez-le, et avec lui tout un paquet de formulaires. Par contre, n'hésitez pas à taxer ceux qui polluent ou menacent des ressources naturelles rares, en proportion des inconvénients qu'ils créent et jusqu'à les dissuader de continuer à nuire. D'autre part, mettez donc fin à la confusion selon laquelle les prestations sociales devraient être liées à l'emploi. Quand on porte secours à un malade, c'est par humanité et non parce qu'il a -ou avait- un emploi. Il n'y a donc aucune raison d'imputer les charges sociales, ni à l'employeur, ni à l'employé, d'autant que cela dissuade les entreprises d'embaucher et multiplie des formalités dont on pourrait se passer.

La séparation des pouvoirs est un point clef de l'évolution du monde moderne. On n'y voit d'habitude qu'un principe de bonne conscience qui ne saurait ébranler les âmes fortes et cyniques, les seules qui comptent dans cet univers impitoyable. C'est une illusion. L'émergence de l'innovation est une conséquence de l'indépendance du judiciaire, donc du respect des droits de l'Homme. La récente victoire des occidentaux sur le bloc communiste est aussi celle de la séparation des pouvoirs sur la confusion des pouvoirs. Et l'état de sous développement où se traînent encore de si nombreux pays trouve sa cause ultime dans les excès de pouvoirs locaux.

Or, depuis 1990, nous ne sommes plus dans un conflit planétaire entre le capitalisme et le communisme, mais dans un affrontement mondial entre le capitalisme légal et le capitalisme maffieux. Les principales atteintes aux droits de l'Homme étaient le fait de dictatures, qu'elles soient politiques ou religieuses ; elles seront désormais aussi le résultat d'agissements de type maffieux, tout aussi stérilisants pour l'économie. Je place dans ce

registre, non seulement le crime organisé, mais toutes les formes de confiscation d'un territoire économique ou technologique, y compris les verrouillages corporatistes et les chasses gardées d'entreprises dominantes. J'attends que vous luttiez avec la plus grande énergie contre ces forces de l'ombre, lutte dans laquelle vous n'aurez pas trop du soutien des magistrats courageux, des policiers intègres et des députés énergiques qui l'ont déjà commencée.

Je dois vous avertir que l'instrument dont votre gouvernement disposera pour faire face à cette situation difficile, dangereuse et complexe, à savoir l'Administration, est quelque peu vétuste. Vous aurez à la moderniser le plus vite possible. En outre, il y règne ici et là diverses complaisances pour les entreprises dominantes, les corporatismes, les chasses gardées et toutes sortes de situations acquises, permettant aux fonctionnaires de cultiver de bonnes relations propres à les intégrer dans la classe dirigeante. De telle sorte que, dans la lutte que mène l'innovateur contre les intérêts en place, les agents de l'Etat, qui devraient être les défenseurs du futur, restent le plus souvent du côté du passé.

S'y ajoute une sorte d'insouciance carriériste qui fait paraître naturelle l'osmose entre les fonctions de contrôle et les organisations contrôlées. On en arrive même, sans que personne ne s'en indigne, à ce que le Conseil d'Etat et la Cour des Comptes, qui sont des magistratures, trouvent normal que leurs agents fassent carrière dans la banque ou la politique, alors qu'ils avaient été embauchés pour contrôler et réprimer les abus de pouvoir et les turpitudes financières et politiques. De la confusion des rôles qui en résulte découle une loi du silence, l'"omertena", et des pratiques profondément contraires à la séparation des pouvoirs, c'est à dire aux droits de l'Homme. Pour mettre fin à ces abus, vous aurez à déployer beaucoup d'habileté et de tenacité. Ne vous découragez pas. Il faut absolument que, dans cette classe dirigeante qui se croit tout permis, l'ordre soit rétabli.

Car, pour aborder le siècle prochain, nous avons besoin d'une France en état de marche, où chacun soit à sa place. Il nous faut des enseignants qui enseignent, des chercheurs qui cherchent (et qui trouvent), des entrepreneurs qui entreprennent, des fonctionnaires qui fonctionnent.

Je souhaite que vous me rendiez compte à mi parcours, c'est à dire dans trois ans et demi, avant d'aborder la dernière année du siècle, des résultats que vous aurez obtenus. Vous utiliserez à cet effet, non pas les anciens indicateurs des économistes, mais des mesures plus pertinentes répondant aux préoccupations actuelles. Pour l'Enseignement, vous ferez évaluer ce qu'il apporte d'utile à la vie de tous les élèves, et non plus les performances de quelques uns aux concours factices des grandes écoles. Pour la Recherche, vous ferez mettre en regard les moyens mis en oeuvre et les résultats obtenus, particulièrement les inventions et les créations. Vous ferez mesurer le taux de natalité des entreprises nouvelles et le taux de mortalité des formalités inutiles. Vous ferez évaluer le véritable nombre des exclus et surveiller sa variation. Enfin, pour mesurer l'évolution de la qualité de vie réelle, vous utiliserez, non pas le "Produit Intérieur Brut", mais un indicateur moderne de "bien être économique durable" tel que ceux que les Nations Unies ont récemment aidé à développer.

Mes vœux et mes espoirs vous accompagnent, Monsieur le Président, car vos succès -et vos échecs- seront aussi les miens. Avec mes plus vifs encouragements, acceptez l'expression de mes sentiments les meilleurs.

p/ un citoyen

T.G.
